

40 millions de F_{cfa}

à gagner au BANKO mardi 12 février

Journal d'informations et de débat fondé le 17 Novembre 1979
Direction - Rédaction - Publicité : Rue Bebey Eyidi Akwa (derrière direction général Nexttel) B.P. 5925 Douala
République du Cameroun - Tél. : +237 33 42 04 39 - Tél./Fax : +237 33 42 53 74

Une filiale de
free media
GROUP

E-mail : lemessager.info@gmail.com
Site web : lemessager.net

Le Messager

A l'écoute du peuple

Fondateur : Pius N. NJAWE Directeur de publication: Jean François CHANNON

N° 5240 DU MARDI 12 FEVRIER 2019 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



1957 - 2018

Remember Pius N. Njawé

Discours à la Jeunesse

Les éternels supputations de Paul Biya

Pp. 5,6,7

Dans un discours vide et inconséquent de 18 minutes, le chef de l'Etat n'a apporté aucune réponse au besoin de « sang neuf » exprimé par une jeunesse, condamnée à subir la gestion du pays confisquée par une clique au pouvoir depuis 1960.



Canton Dibeng- Ndogbé

Le sous-préfet de Yabassi interdit la tournée du chef

L'autorité administrative craint des troubles à l'ordre public.

P.3

Nécrologie

La dernière photo de Jean Jacques Ewong

Le reporter-photographe a rendu l'âme lundi de suites d'un malaise.

P.4

Crise anglophone Affaire Mrc

Bamenda, Buea et Kumba en état de siège

Hôpital incendié, voitures calcinées, plusieurs morts et des blessés graves.

P.4

Eclairage

SHANDA TONME



La Dimension Politique

On notera que la mort de Sankara fut célébrée dans quelques réseaux mafieux de l'autre côté de la Méditerranée comme la fin d'un mythe gênant qu'il ne fallait pas laisser prospérer plus longtemps, et dont il fallait se débarrasser au plus vite et par tous les moyens. La politique de la France à l'égard de ses anciennes colonies n'a jamais varié et s'est même au contraire sophistiquée dans l'art de la fourberie, de la tromperie et de l'asservissement. Il faut d'ailleurs noter à propos du Burkina Faso que lorsque le peuple prend le pouvoir depuis la rue en octobre 2014 et met le régime de Compaoré hors jeu, les forces spéciales françaises stationnées à Ouagadougou s'occupent immédiatement de l'exfiltrer avec toute sa famille et son frère François pour le mettre en sécurité à Abidjan où un certain Alassane Dramane Ouattara ne pouvait rien refuser à la mère patrie. La suite s'est passée comme un feuilleton écrit longtemps à l'avance, puisque le criminel pourchassé et réclamé par le peuple s'est vite fait reconnaître la citoyenneté ivoirienne, au nom dit-on de son lien de mariage. On notera d'ailleurs dans ce chapitre le peu de protestations émises par le nouveau régime, sommé lui aussi de rester fidèle à la France ou de subir des conséquences irrésistibles et incalculables. Les troupes de Paris stationnent toujours à Ouagadougou, officiellement comme une unité avancée et position-

née pour la lutte contre le terrorisme. Mais des questions surgissent de plus en plus, au regard des attaques répétées dont le pays est maintenant victime à ses frontières et même jusque dans la capitale. Ces attaques audacieuses n'existaient pas avant la chute du sanguinaire Compaoré. Dans ce contexte, même les analystes les moins outillés n'hésitent plus à percevoir la main des dignitaires de la clique de Compaoré derrière ces tentatives de déstabilisation. Le seigneur de guerre, comploter professionnel et revanchard connu, n'a pas toujours digéré son éviction du pouvoir au moment où il avait fermement décidé de s'y éterniser en modifiant la Constitution. Manifestement, il veut se faire désirer, se faire indispensable, montrer qu'il est et demeure le seul en mesure de tenir la barque du pays des hommes intègres.

Le jeu, la volonté et les ambitions de Paris sont très flous, à la limite machiavéliques. Dans ces conditions, la question ne se pose plus quant à la stratégie réelle de la France. Le scénario de promotion des régimes honnis par les peuples simplement pour sauvegarder et perpétuer les intérêts français est bien visible dans les déclarations de Monsieur Idriss Déby. Quand le président tchadien affirme, dans le langage militaire qui lui est si familier que c'est la France qui a décidé de changer la Constitution pour le maintenir au pouvoir, il trahit explici-

tement les arcanes des magouilles et des saletés imposées aux Africains francophones depuis la menace de **B r a z z a v i l l e**. Les répercussions sur l'image de l'Afrique et sur sa place dans le monde sont évidentes. Les anciennes colonies françaises sont responsables à hauteur de 80% au moins, de la mauvaise perception de l'Afrique et des Africains. Ces pays qui sont au total quatorze capitalisent encore plus d'histoires, d'exemples, de défaillances et de travers multiples constitutifs de la mauvaise gouvernance que les autres. Ce sont par ailleurs des pays où les violations des droits de l'Homme et des libertés sont pratiquées sur une base quasiment permanente en prenant les contours d'une véritable pandémie institutionnelle et politique. Ce sont des pays où la modernisation des institutions et de la vie politique en général a le plus de mal à rentrer dans la culture citoyenne. La France est dans tous ces états de mal-faisance politique, presque responsable à 100% de l'implantation de mauvaises pratiques de gouvernance à travers la transmission de modèles obsolètes et monarchiques. Il en est ainsi du mandat de sept ans qui n'existe dans aucune autre démocratie avant, et qui représente une parfaite création de la mentalité et de la culture antidémocratiques et monarchiques françaises. Ce que révèle Idriss Déby au-

rait été d'une étrangeté choquante si on ne savait pas que le même scénario s'est produit au Cameroun, au Gabon, au Niger et en Centrafrique. C'est pour cette raison que s'il y a quelque chose de très protégé dans l'histoire de la France, ce sont les archives de la colonisation et des rapports avec les pays africains. De temps à autre, des voix s'élèvent pour réclamer leur déclassification, mais il est évident pour les analystes et historiens des deux côtés, qu'aucun gouvernement français n'accédera à une telle requête. En effet, on en est conscient à Paris, parce que ce serait une grave erreur, une faute, voire une trahison, parce que ce serait la mise à jour des pires crimes politiques de la colonisation, d'hier, d'aujourd'hui et peut-être de demain. On apprendrait tout sur l'assassinat de Ruben Um Nyobè, le tout premier président de l'UPC, parti indépendantiste camerounais. On aurait une idée ferme sur les crimes commis en pays bamiléké et en pays bassa que nombre d'historiens classent au rang de génocide. On saurait la place des services français dans l'assassinat de Sankara, la disparition du Marocain Medhi Ben Barka. On comprendrait comment ils ont fabriqué tout un empereur pour couler le peuple dorénavant martyrisé de Centrafrique. On comprendrait ce qu'ils ont fait pour installer Sassou Nguesso au pouvoir en interrompant le processus démocratique conduit par Pascal Lissouba

DE SON CACHOT...

Maurice Kamto continue son «Plan de résistance»

Dans son adresse du 10 février 2019, le chef de file du Mrc appelle les jeunes et les « forces du changement » à se lever contre le pouvoir accusé d'entraîner le Cameroun vers l'incertitude.

C'est une adresse «présidentielle» émise depuis le Groupement spécial d'opération (Gso) où est incarcéré le chef de file du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Maurice Kamto n'a pas loupé l'occasion de la célébration de la 53e fête de la jeunesse pour délivrer son message. A priori, le candidat contestataire des résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 appelle les forces du changement à se mobiliser. L'homme qui dénonce les violations « flagrantés » de toutes les procédures judiciaires qui l'engage, ainsi que près de 200 de ses camarades et sympathisants indique être convaincu «qu'il faut indispensablement que les forces du changement, issues de l'ensemble de la nation, se lèvent contre le pouvoir avilissant déterminé à entraîner notre pays vers l'insignifiance, l'incertitude et le délitement total.» Une conviction ancrée dans l'engagement de nombreuses autres figures de la lutte pour les libertés au Cameroun et à travers le continent.

Dans les faits, le promoteur du plan de résistance nationale contre le pouvoir de Paul Biya réitère les principaux axes de son combat. D'abord une réforme consensuelle du système électoral. Pour parvenir à cet impératif pour l'équilibre de la compétition démocratique, selon les termes de la correspondance publiée le 10 février 2019 à Yaoundé, Maurice Kamto propose d'ouvrir l'accès des camerounais au fichier électoral dès l'âge de 18 ans. Une conviction qui s'appuie sur la responsabilité pénale au Cameroun. Dans le même sillage, le candidat déclaré perdant de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 dénonce le parti pris du Conseil constitutionnel dans le processus électoral. Un organe qui, indique la correspondance du président national du Mrc est, comme la Commission électorale (Elecam, Ndlr) sont conçus pour «demeurer des instruments de conservation du pou-



République qui, soutient le rédacteur du message à la jeunesse qui «constitue la preuve que le régime de Monsieur Biya est victime d'un essoufflement préjudiciable au bon fonctionnement des institutions.» C'est un regard similaire que le promoteur du Plan de résistance nationale lance sur la prospective économique promue par le président de la République Paul Biya. Présenté comme la boussole du Cameroun vers l'émergence, le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce) «est une preuve supplémentaire de l'incapacité du régime Rdpc à apporter des solutions aux problèmes que rencontrent les camerounais.» La même source soutient que le Plan triennal d'urgence 2015-2018, le Plan triennal spécial jeunes, le Plan d'urgence humanitaire sont «le signe d'une inaptitude à la planification stratégique, voire d'une gouvernance économique par bricolage permanent.»

«L'incertitude de la situation du Cameroun»

voir» au détriment de la préservation de la paix.

L'absence de sanctions après le retrait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football 2019 au Cameroun fait partie des dénonciations de Maurice Kamto. Une attitude du président de la

Pour Maurice Kamto, la recrudescence des attaques de groupes armés dans les régions septentrionales est liée à la négligence du régime incarné par Paul Biya. De même que l'auteur de la correspondance soutient que les populations du Grand Nord «sont considérées comme de simple faire-valoir». Tout en rendant hommage aux forces de défense pour leur engagement dans la protection de l'intégrité territoriale du Cameroun, Maurice Kamto dénonce l'utilisation inconséquente des ressources financières et matérielles mis à la disposition à cet effet. De même qu'il indique l'échec de l'option militaire dans la résolution de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

«Ce tableau peu reluisant de la situation de notre pays, traduit la course quotidienne vers l'incertitude où le régime Rdpc nous conduit. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mettre en œuvre la continuité du Plan National de Résistance dont les marches du 26 janvier dernier constituaient une étape cruciale.» Des marches blanches soldées par des interpellations et des incarcérations à travers le Cameroun. Des raisons pour lesquelles le précurseur du Plan de résistance nationale appelle «mes jeunes compatriotes à rester vigilants face à cette volonté d'empêcher la pleine expression d'une pensée contradictoire dans l'espace public camerounais.»

Si Maurice Kamto dénonce les propos du ministre délégué auprès du ministre de la Justice, Jean De Dieu Momo, vis-à-vis des juifs et de la communauté Bamiléké, il dénonce aussi la complicité du gouvernement dans ce qu'il présente comme l'utilisation de la «stigmatisation identitaire» pour agiter les passions. En outre, le chef de file du Mrc, appelle «à tous les jeunes camerounais de rester mobilisés pour la défense de leurs droits et libertés fondamentaux, et les exhorte à profiter de cette journée du 11 février 2019 non pour des réjouissances dont le but est de les distraire, mais pour mener une réflexion profonde et méditative sur l'avenir de notre cher et beau pays.»

Joseph OLINGA N.

CANTON DIBENG- NDOGBÉLÉ

Le sous-préfet de Yabassi interdit la tournée du chef

L'autorité administrative craint des troubles à l'ordre public au regard des distensions au sein de l'élite dirigeante traditionnelle dudit canton.

Arrivé mercredi, 6 février dernier en provenance de la France où il vit depuis des décennies, Sa majesté Nsota Mbango Thomas avait entrepris d'effectuer une tournée socioéconomique et culturelle dans le canton Dibeng-Ndogbélé dont il est chef du 7 au 10 février dernier. Le chef du canton comptait ainsi se rendre dans les villages Ndokama, Ndogbélé, Ndogfaya, Ndokndack, Moukounda, Ndogbao, Ndoglong, Ndoghaï et Ndogmatchang afin d'harmoniser les rapports entre les différents chefs et leurs populations ; promouvoir le vivre ensemble et les valeurs traditionnelles et re-

cueillir au travers du dialogue les difficultés auxquelles font face lesdites populations.

Malheureusement, la tournée a essuyé une fin de non recevoir du Sous-préfet de Yabassi, qui a purement et simplement interdit ladite tournée dans son unité administrative a-t-il fait savoir à travers le communiqué n°005/C/C17/2/SP. L'autorité administrative a «suspendu cette tournée d'animation socioéconomique et culturelle de S.m Nsota Mbango Thomas au double motif que celle-ci n'a fait l'objet d'aucune déclaration et est porteuse de troubles à l'ordre public au vue des distensions profondes observées au sein de l'élite dirigeante traditionnelle», justifie-t-il. Le chef de terre voudrait sans doute préserver la paix qui règne en ce moment dans le canton et notamment dans le village Dibeng après le calumet de la paix

fumé par les fils et filles de village en fin d'année dernière.

Agenda caché

De la mémoire des villageois de ce canton, c'est la première fois que S.M Dr Nsota Mbango Thomas entreprenait une telle opération depuis son intronisation, il y a maintenant près d'une trentaine d'années, confient les villageois surpris. L'unique réunion que ce dernier a tenue depuis son magistère remonte à l'année 2016, à laquelle prenait part trois chefs de villages sur les dix neuf que compte le canton, se souviennent-ils. Ces derniers questionnent ainsi l'opportunité et la sincérité de cette tournée. Ils y voient un agenda caché du chef qui voudrait se positionner politiquement pour les prochaines échéances électorales, croient-ils savoir. En un mot comme en mille, la tournée du chef de

canton ne semble pas être bien accueillie parce que, disent certaines langues, « le chef s'est levé un beau matin dans sa chambre loin là-bas en France et a décidé qu'il viendrait faire une tournée au canton sans en informer personne, dans l'impréparation et la précipitation. La preuve, il est arrivé le 6 février, il veut commencer la tournée le 7 février ; personne n'est informée», s'indigne un villageois.

Les villageois disent être davantage heurtés par le fait que S.M Nsota Mbango Thomas est Français. Nationalité qu'il a prise alors qu'il était poursuivre ses études de spécialisation en France, renonçant ipso facto à la nationalité camerounaise, « un Français ne peut pas être chef d'un canton au Cameroun», fulmine un autre riverain.

Blanchard BIHEL

ZONE ANGLOPHONE

Des milliers de jeunes dans les forêts

Cible des forces de défense et de sécurité et des groupes armés séparatistes, ces derniers sont contraints de se réfugier dans les forêts.

Ils sont des milliers de jeunes des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui ont fui leur village et domicile pour se réfugier dans les forêts, témoigne un leader des associations de jeunes dans le Sud-ouest qui a requis l'anonymat. Ces jeunes sont à la fois la cible des forces de défense et de sécurité et des groupes armés séparatistes qui sévissent dans ces deux régions en crise. « Lorsque les militaires apprennent qu'il ya un jeune qui a des liens avec les ambazonniens, vous êtes immédiatement interpellés ; de l'autre côté également, lorsque les forces sépara-

tistes apprennent à leur tour que vous avez des contacts avec des militaires, elles vous tuent», raconte ce leader. Pris ainsi dans cet étau, les jeunes préfèrent se réfugier dans la forêt pour échapper à ce harcèlement. Seulement, ils finissent par être enrôlés dans les rangs des groupes séparatistes. Ainsi, il y a des villages qui sont déserts, difficile de rencontrer un jeune, explique-t-il parce qu'ils sont dans les forêts.

Prix du Transport

Ce jeune, leader d'association prenait part, mercredi, 6 février dernier au café débat des jeunes en prélude à la célébration de la 53ème fête nationale de la jeunesse organisée par l'Ong Un Monde Avenir à Douala. Ils étaient pourtant six jeunes originaires de ces régions invités à cet échange afin de partager leur quotidien avec leur

congénère de la métropole économique. Les cinq autres invités n'ont pas pu faire le déplacement de la métropole économique à cause de la montée de tension ces dernières semaines dans lesdites régions, imposée par les groupes séparatistes qui y ont décrété quatorze jours de ville morte. Obligeant les populations à rester terrées dans leur domicile. L'unique jeune qui a pu honorer l'invitation a du emprunter les chemins tortueux pour rallier Douala. « Lorsque j'ai reçu le coup de fil des membres de l'Ong Un Monde Avenir, je me trouvais à Ekondo Titi. Pour arriver à Douala, j'ai emprunté la voie maritime, Ekondo Titi-Idenauo- Limbé par pirogue. Ensuite j'ai profité du convoi du Bir qui accompagne les véhicules citernes pour rallier Douala», décrit-il. Non sans relever la

flambée du prix de transport sur l'axe Limbé-Douala qui est passé du simple au double notamment de 2000 à 5000 Fcfa.

De manière générale, le climat est loin d'être paisible dans ces deux régions où les populations vivent avec la peur au ventre. Aussi déplore-t-on l'absence des structures de réhabilitation pouvant accueillir ceux des jeunes qui voudraient sortir de la brousse pour retrouver une vie normale, mais ils ont peur des représailles. Ils ne savent à qui s'adresser parce qu'il manque de structures devant les prendre en charge. Les différentes commissions qui sont créées pour la résolution de cette crise n'y parviennent pas », fait-il remarquer.

Blanchard BIHEL

DROITS DE L'HOMME

Le régime de Biya au banc des accusés

Dans son dernier rapport, l'Ong Mandela Center, accuse le Pouvoir de Yaoundé de « violations graves et barbares des droits de l'homme ».

Les accusations sont d'une gravité sans précédent, et les mots utilisés d'une violence inouïe. Dans sa dernière communication, l'Ong Mandela Center, spécialisée dans la défense des droits de l'homme met à nu les exactions commises par le régime de Yaoundé depuis la dernière élection présidentielle. Dans l'entame de ce rapport Jean Claude Fogno, se lâche violemment : « depuis son dernier Hold-up électoral du 07 octobre 2018, le régime de Yaoundé s'illustre dangereusement dans la violation massive et sauvage des droits de l'homme au Cameroun » ou encore « la répression sauvage et barbare prend une tournure dramatique au lendemain des «marches blanches de l'indignation, de protestation et de colère à la fois contre la guerre dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, contre l'assassinat de la démocratie par les fraudes électorales massives et le vol de l'élection, contre la corruption, le détournement et le pillage dans l'impunité de l'argent public et des ressources de la nation (...), pour dire non au crime contre la fortune publique ».

Répression aveugle

L'Ong explique que : « des milliers de camerounais ont bien exercé leurs droits à la liberté de penser, d'expression et de manifestation, garantis par la Constitution du Cameroun et les instruments internationaux, le 26 janvier 2019, sous l'instigation du Président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc), le Pr. Maurice Kamto ». Et déplore le fait que : « les forces du régime de Yaoundé ont fait un usage disproportionné de violence face aux manifestants à mains nues et ont fait preuve d'une barbarie à nulle autre pareille en tirant à balles réelles à bout portant ». Jean Claude Fogno dénonce par la suite l'arrestation des leaders et militants du Mrc et surtout le fait que ces derniers sont privés de visite et d'assistance par leurs avocats. Pour le défenseur des droits de l'homme, cette attitude « démontre une fois de plus l'arbitraire totale et la répression aveugle qui caractérisent le régime de Yaoundé, quant aux violations flagrantes des libertés de réunions et de manifestations publiques au Cameroun, pourtant bien régies par les lois de 1990, sur les libertés publiques; Que ces agissements du régime Biya sont constitutifs de graves violations des droits humains contenus dans l'Ensemble des Règles minima révisées des Nations Unies pour le traitement des détenus (règles Nelson Mandela). »

Mandela Center prévient « qu'avec ces détentions arbitraires et sauvages, le Cameroun s'expose clairement aux sanctions de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (articles 6 et 7) à travers son mécanisme la Commission et du Pacte International relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies à travers son mécanisme du Groupe de travail sur les détentions arbitraires ». Pour conclure l'Ong « exprime son indignation totale sur les dérives récurrentes du régime Biya en matière des droits humains au point de s'ériger progressivement en «Etat voyou»; « Exige, avec une rare fermeté, la remise en liberté immédiate et sans condition de toutes les personnes ainsi arbitrairement interpellées; » « Invite, avec insistance, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies qui reçoit désormais un rapport quotidien sur la situation grave des droits humains au Cameroun à prendre toutes les mesures de pression pour faire plier le régime de Yaoundé; » Et se félicite que « de la décision du Gouvernement américain de réduire l'aide militaire au Cameroun en raison des violations des droits humains et invite les autres Etats à lui emboîter le pas dans les meilleurs délais dans cette campagne d'isolement. »

Joseph ESSAMA

ZONE ANGLOPHONE

Scènes de guerre à Bamenda, Buea et Kumba

Une partie de l'hôpital de district de Kumba incendiée, plusieurs morts et blessés, des voitures calcinées, des arrestations. C'est le bilan des événements qui ont eu lieu dans plusieurs villes du Nord-ouest et du Sud-ouest entre la nuit du 10 et la journée du 11 février.

Confusion totale dans la ville de Buea, dans la nuit du 10 au 11 février dernier. Jusqu'au petit matin, des tirs nourris, entre les combattants sécessionnistes et l'armée régulière se faisaient encore entendre dans les quartiers mile 6, 7 et Mankon à Bamenda dans le

Nord-ouest. L'opération ville morte lancée par les sécessionnistes se poursuivait encore, c'est alors qu'un véhicule militaire qui faisait la ronde de la ville pour encourager les populations à sortir, a été attaqué par les combattants sécessionnistes, raconte un témoin. De violents combats, faisant plusieurs victimes ont alors éclaté entre les deux groupes armés. A Buea, dans le Sud-ouest, même rituel sanglant. Une source non officielle annonçait hier matin des échanges de tirs autour de Sandpit Gce board, un des quartiers de la ville où se trouve le siège du General Certificate of Education Board (Gce Board). Selon cette source, les populations sont restées cloîtrées chez elles par peur de représailles.

Actes criminels
Mais c'est à Kumba dans le département de la Meme que le pire a été enregistré. Une partie de l'hôpital de district de Kumba a été ravagée par les flammes. Des témoins racontent qu'autour de 1h30 dans la nuit du 10 au 11 février, des hommes armés ont envahi l'hôpital et ont intimé l'ordre à tous les patients de libérer les lieux. C'est donc ensuite que le feu s'est déclenché au niveau de la salle de chirurgies. Les flammes ont ravagé quatre bâtiments, avant l'intervention des forces de maintien de l'ordre. En marge de l'incendie, ces hommes armés ont aussi tué quatre personnes qui se trouvaient dans cet hôpital et brûlé plusieurs véhicules. Plusieurs

sources attribuent ces actes criminels aux combattants sécessionnistes qui sévissent dans cette zone depuis 2016.

Notons que ces événements font suite au mot d'ordre du lockdown lancé par les séparatistes, depuis le 5 février dernier et qui devrait se poursuivre jusqu'au 14 février prochain. Ce mot d'ordre qui consistait à ne voir personne dehors a été scrupuleusement respecté par les populations, malgré les menaces des autorités administratives, qui avaient annoncé que les salaires des fonctionnaires, qui respecteront cette mesure des sécessionnistes, seront suspendus.

Joseph ESSAMA

NÉCROLOGIE

Il était une fois ... Jean Jacques Ewong

Reporter-photographe à la notoriété outre atlantique et promoteur de l'agence d'images Aras press établie à Paris, l'homme qui a couvert plus d'une dizaine de phases finales de la Coupe d'Afrique des nations (Can) et cinq Coupes du monde, a rendu l'âme hier lundi 11 février 2019, à Yaoundé, vaincu par un malaise.

La nouvelle, pour assommante qu'elle est, tombe aux environs de 9h. Alors que les confrères de la presse sportive peinent à croire qu'il ne s'agit guère d'un fake news comme il en foisonne ces derniers temps sur la toile, c'est un post de Jean Claude Ngoo, le frère cadet du défunt, qui vient confirmer que celui qu'on appelait affectueusement « JJ » a effectivement tiré sa révérence. « J'ai le regret de vous annoncer le décès de mon grand frère Jean Jacques Ewong au Centre médical le Jourdain à Yaoundé à 5h 50 minutes », annonce-t-il laconiquement sur son mur Facebook. S'en suit une pluie de messages de condoléances, de tristesse et surtout des témoignages nostalgiques puisés dans les moments passés en compagnie de l'homme qui exerçait sa profession de reporter-photo depuis plus de 20 ans avec une passion débordante. Entre surprise et stupéfaction, la (mauvaise) nouvelle, telle une traînée de poudre, va faire le tour du monde, provoquant une onde de choc dans les rangs de ses amis, ses confrères et même ceux des jeunes férus de la photographie qui se sont abreuvés à la source de Jean Jacques Ewong. La surprise est d'autant plus grande qu'il n'était pas malade, on imaginait mal que ce malaise qui l'a conduit à la clinique le Jourdain, le conduirait finalement dans la chambre froide d'une morgue.

Professionnel accompli

Beaucoup gardent de l'homme, le souvenir d'un professionnel accompli, un bosseur, un amoureux du travail bien fait, un esthète dont on saluait aujourd'hui la magie qu'il pouvait créer avec son appareil photo. C'était aussi



un homme affable, disponible, sympathique, humble et toujours prêt à prodiguer des conseils à la jeune génération. Sans complexe, sans arrière pensée, sans fausse modestie. C'était une belle âme, un bonhomme sans histoire qui aimait ce qui faisait et marquait par ces qualités, les esprits de ceux qui avaient le bonheur et la chance de le côtoyer. C'est peut être pourquoi le célèbre journaliste africain et fondateur du site Mauritaniefot, Lassana Camara pense que l'illustre défunt va manquer aux stades africains et surtout aux férus du football. « La mort d'un monument de la presse sportive africaine, le camerounais Jean Jacques Ewong, l'homme a couvert plus de 10 éditions de la Coupe d'Afrique, plus de 5 coupes du monde », peut-on lire sur sa page avec une photo de « Jj ». Ses voyages à travers l'Afrique et le monde avaient bétonné sa réputation et garni son impressionnant CV qui faisait saliver les bleus de la profession.

Priscille Moadougou Atangana, journaliste à la Société de presse et d'édition du Cameroun (Sopecam) perd celui qu'elle appelait affectueusement « Molla des ways ». En guise d'hommage à cet aîné et ami, elle se remémore les multiples reportages qu'elle a réalisés avec l'aide de celui qui était en réalité « (...) un homme bon! Un homme bien. Il n'y avait jamais de problèmes en situation de reportage, mais des tas de solutions dont il était le seul à détenir le secret! Je ne citerais pas le

nombre de fois qu'il m'a envoyé en inbox les photos retrouvées dans ses archives. Ce qui avait le chic de m'arracher un de ces fous rires ! Mais là, je ne peux plus rire. L'annonce de ton départ brusque m'a rendu ébahi. Je ne te savais même pas au Cameroun. Il ne me reste que les souvenirs (...), confie-t-elle sur sa page Facebook.

Soutien psychologique

Rencontré en 2015 à Malabo lors de la Can, l'auteur de ces lignes, frappé par l'entrain de son illustre interlocuteur lui avait posé la question de savoir ce qu'on gagne après avoir couvert dix phases finales d'une aussi prestigieuse compétition. Et lui de répondre avec une bonne humeur presque contagieuse : « Dans mon cas particulier, je suis plus intéressé par la passion du métier que par le rendement en termes pécuniaires. Ce n'est pas l'argent qui me motive. Ce qui m'a poussé à suivre l'équipe nationale du Cameroun, c'est qu'après un match de qualification dont je ne me rappelle plus de l'année, Samuel Eto'o a remarqué que j'avais le visage froissé. Il m'a demandé pourquoi j'étais nerveux et je lui ai répondu que j'étais fâché parce qu'ils venaient de perdre. C'est alors qu'il m'a confié qu'eux-mêmes les joueurs se sentent plus motivés, plus galvanisés lorsqu'ils savent que dans le stade il y'a des camerounais qui les supportent. Surtout des personnes qu'ils ont l'habitude de rencontrer au pays. Du coup, j'ai compris que notre présence était capitale pour ces jeunes qui ont parfois besoin d'un soutien psychologique des leurs. Depuis ce jour, je m'arrange à être là où les Lions se trouvent ».

Ancien élève du Collège Vogt de Yaoundé, Jean Jacques Ewong bossait pour Aras Press, agence spécialisée dans le reportage, la photographie, la vidéo, l'événementiel, les archives photographiques –surtout-celles de l'équipe nationale fanion, a pour principal but, de mettre à la disposition de la presse, le maximum d'infos et de photos sur cette équipe qui est progressivement devenue un label. « Notre satisfaction vient d'abord du fait que nous assurons le droit de mémoire de la sélection nationale aux compétitions internationales. Car, depuis les années 90 on n'a pas beaucoup de photos de nos Lions », relevait-il. Repose en paix « JJ » !

Christian TCHAPMI

TÉMOIGNAGE

Jean François Channon, Directeur de publication du Messenger

« JJ était mon complice »

Le 30 janvier 2019, la veille d'un voyage à l'étranger, je me retrouve avec deux amis au quartier Tsinga pour une rasade. Jean Jacques Ewong fait partie des retrouvailles. Arrivé de Paris quelques jours avant, il tenait à me dire bonjour et essayer ensemble de s'échanger les nouvelles du pays. Nous sommes donc au « Metro » du nom d'un snack situé à Tsinga. Vin rouge, bière pour certains, whisky pour d'autres. Albert Bikele demande alors à « Jj » de nous raconter sa vie en France. Il éclate de rire et continue sans répondre d'avalier son poulet. Nous sommes restés là jusqu'à ce que je dise à tous que je dois partir prendre mes affaires pour me rendre à

l'aéroport. J'ai alors promis de revoir Jean Jacques dès mon retour. Mais la nouvelle que j'apprends ce matin m'a sidéré. « JJ » s'en est allé. Patatras ! Fini les belles complicités, les photos uniques que je pouvais obtenir de lui lors des reportages. Dieu seul sait combien il m'en a fait lors de nos moments professionnels. Il me vient à l'esprit un incident à l'ambassade de France soit à Yaoundé. Nous sommes donc accrédités pour un 14 juillet. Nous y arrivons et dès que l'ambassadeur aperçoit « JJ », il devient tout rouge. Mais le laisse quand même faire des photos. À la fin de la cérémonie, il demande à « JJ » d'apprendre à « bien se tenir dans la vie ». Renseignement pris, Jean Jacques me confie que l'objectif de son appareil photo aurait surpris l'ambassadeur en mauvaise posture. Désormais, nous

allons parler de cette affaire juste pour ricaner en évoquant l'expression « mauvaise posture ». Je peux multiplier des histoires que j'ai vécu avec mon cher « JJ », dommage. Tu pouvais encore vivre pour notre amitié. J'ai oublié de te dire au revoir ! Tout ce que j'ai à faire c'est de te chanter cette merveilleuse chanson d'Oumou Sangaré intitulée « Saya » qui signifie la mort. Hélas !

Paul Biya, un président déconnecté de sa Jeunesse

DISCOURS: L'ÉTERNEL DISQUE RAYÉ DE PAUL BIYA

En prononçant son discours du 10 février dernier à l'endroit de la Jeunesse, le président de la République a, une fois de plus, confirmé son inattention à l'égard des camerounais âgés de moins de 35 ans. Eux qui continuent de s'inquiéter de leur véritable place dans sa politique gouvernementale.

Décidément, Paul Biya ne va jamais changer. Alors que beaucoup croyaient que le « septennat des grandes opportunités » devait, enfin, être l'occasion juré pour les jeunes de mieux profiter des offres du gouvernement, le chef de l'Etat a dissipé toutes ces pensées chimériques le 10 février dernier. Habitué des discours dosés de slogans vagues, creux, pompeux et désuets, c'est le même plat insipide qu'il a servi aux jeunes camerounais à la veille de la fête nationale de la Jeunesse. On dirait une sorte de réchauffé, un disque rayé qui trahit l'absence de propositions concrètes des pouvoirs publics à l'endroit de cette tranche de la population qu'on console avec des promesses fallacieuses faute de mieux. La gestion du pays étant confisquée par une clique au pouvoir depuis 1960. Toute honte bue, le « père de la Nation » s'est pointé à nouveau avec une copie dont on maîtrise les phrases par cœur. Lui qui, depuis son accession à la magistrature suprême en 1982 jusqu'à nos jours, n'a brillé que par ses attentions évasives à l'égard de la jeunesse qu'il dit vouloir sa prospérité. Depuis 36 ans qu'il est au pouvoir, l'homme du 06 novembre 1982 n'a jamais résolu les problèmes de fond de la jeunesse. Il les esquive, il les goure de mots et de concepts dissonants. Il feint de les porter à cœur.

Le moins qu'il puisse faire, c'est de surfer de manière continue sur les difficultés



auxquelles font face les jeunes au quotidien. L'une de ses plus grandes réalisations à l'endroit de cette tranche de la population, fût le recrutement de 25000 jeunes d'intégration directe à la fonction publique, lancée en 2011. Mais si l'on s'en tient uniquement à cette période jusqu'à nos jours, le président de la République n'a plus rien fait de concret en dehors d'enfumer les jeunes avec des paroles de convenance à l'endroit de sa personne uniquement. Car personne ne se retrouve généralement dans ses propos. Puisque, entre ce qu'il clame dans ses discours et ce qui se matérialise sur le terrain, il y a un très grand fossé.

Rebelote

Comme par exemple l'année dernière, dans les mêmes circonstances que celle-ci, il a dit « vous êtes fortement interpellés par la nation. Car c'est vous en effet qui, dans les décennies à venir, serez en charge de la conduite de notre pays. Il convient donc que vous soyez à la hauteur de l'enjeu, en disposant de compétences et

de l'expérience requises ». Et d'ajouter « si le Cameroun peut compter sur la solidarité de ses partenaires extérieurs, ainsi que sur la compréhension des grandes organisations internationales, il n'en reste pas moins que l'effort principal lui revient naturellement. Ce n'est pas en effet seulement l'affaire du gouvernement, mais bien celle de chacun et chacune d'entre nous. Et, à ce propos, je reprendrai à mon compte la formule célèbre : ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays ».

Seulement, comment ces jeunes vont acquérir de l'expérience et participer au développement de leur pays, s'il ne leur a donné aucune occasion de véritablement tester leur capacité actuelle? Surtout que voilà qu'une année s'est déjà expirée et ils sont toujours au même niveau. A en croire que le président de la République est le maître d'orchestre de la théorie du statut quo. Rebelote. Le 10 février dernier, il a quand même renouvelé cet appel à la

conscience des jeunes. « Lors de ma prestation de serment en novembre dernier, m'adressant à vous, je vous ai demandé de ne pas perdre espoir. Je le répète aujourd'hui. En effet, je n'ignore pas vos difficultés. Je comprends votre aspiration au changement et votre désir de participer davantage aux décisions qui engagent votre avenir. Je vous le dis à nouveau : le Cameroun de demain se fera avec vous », a-t-il souligné.

Consommation des drogues

Un propos qui fait jaser de nombreux jeunes sur les réseaux sociaux. Eux qui se posent la question de savoir : si le Cameroun de demain se fera avec eux, le Cameroun d'aujourd'hui se fait avec qui. Questionnement à laquelle plusieurs commentaires surgissent et dont la majorité pense qu'effectivement le chef de l'Etat ne les considère pas encore dans sa politique de gouvernance. De ce fait, ils craignent que l'un des problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien, notamment, le chômage, ne soit jamais résolu. Même comme le président a souligné lors de son discours du 10 février dernier que « plus de 500 mille emplois ont été créés en 2018 grâce aux grands chantiers en cours, aux projets agricoles, routiers et infra-structuraux, ainsi qu'aux travaux menés par les collectivités territoriales décentralisées ». Et d'ajouter « En 2019, il est prévu de créer au moins 500 mille emplois. Le gouvernement poursuivra l'opérationnalisation d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois. Les axes stratégiques du plan d'action prioritaire de la politique nationale de l'emploi continueront d'être mis en œuvre ». Cette opération pourrait résoudre le problème de chômage des jeunes ? Un problème qui les fait plonger dans de nombreuses escapades notamment la consommation des drogues, stupéfiants, du tabac, de l'alcool et des psychotropes. De même que le banditisme, les viols et l'émigration clandestine.

Rostand TCHAMI

PRIORITÉS: CE QU'ON REFUSE DE DIRE AUX JEUNES DEPUIS 36 ANS

En lieu et place de la promotion de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, socle de développement, le gouvernement a une fois de plus mis un accent particulier sur le côté festif de cette journée réservée à la jeunesse.

Placée sous le thème « jeunesse, grandes opportunités et participation à la construction d'un Cameroun en paix, stable et émergent », la 53e édition de la fête de la jeunesse s'est célébrée dans un contexte où le souvenir de 2016 laisse un arrière goût d'inachevé. En effet, la 50e édition avait permis à l'Etat du Cameroun, au gouvernement, aux jeunes, aux Organisations de la société civiles (Osc) et aux partenaires au développement de faire le point et de repenser la contribution et la participation de la jeunesse camerounaise au développement du Cameroun. De façon unanime cette contribution est immense et multidimensionnelle sur le plan politique, économique, social, culturel et sportif. Bien qu'elle soit restée pour la plupart, lettre morte. Si de leur côté, les jeunes de 1966 à 2016 ont su hisser très haut le drapeau du Cameroun dans le concert des nations et surtout en consolidant la fraternité, la paix dans les cœurs et dans les esprits en créant les conditions de développement de la culture de la paix à l'école dans la famille et dans la société, tel n'a pas été toujours le cas pour ceux qui les dirigent. Pourtant après la lutte pour les indépendances de 1960 et de 1961, les jeunes camerounais ont ardemment œuvré pour la réunification et l'unification pacifique du Cameroun. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la journée du 11 février est aujourd'hui l'un des legs fort marquant de ce devoir de mémoire pour les besoins des généra-



tions actuelles et futures.

Retrait de la Can 2019

Ce 11 février, comme tous les autres, devrait normalement être une fête dédiée à la jeunesse camerounaise pour commémorer et célébrer chaque année les victoires, ses prouesses de l'intérieur du triangle national et de la diaspora dans presque tous les domaines. Notamment l'agriculture, l'élevage, l'économie bleue, l'économie verte, l'économie numérique, la pêche, la politique, le sport, les sciences de l'innovation et de la technologie. Il s'agit pour le Cameroun de valoriser sa jeunesse en tant que ressource potentielle pour le développement du pays, véritable force de changement de progrès, valeur réelle à transformer et à sécuriser pour l'avenir du Cameroun. Mais que non ! Bien que la 53e édition ait intervenu dans un contexte marqué par la réélection de

Paul Biya, comme président de la République du Cameroun, les jeunes ne se sentent pas toujours concernés de manière directe par cette fête. Et ce, malgré les efforts du gouvernement à vouloir remobiliser les fils et filles du Cameroun autour des idéaux de paix et de la modernité. Pour preuve, la montée en puissance des relents et replis identitaires, depuis les récentes élections présidentielles et le retrait de l'organisation de la Can Total 2019 au Cameroun, qui met à mal l'unité nationale et la cohésion pacifique déjà menacés par les remous sociaux et les velléités sécessionnistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

« onzaine de la jeunesse »

Sans oublier la circulation, la consommation, le trafic et la commercialisation des drogues et autres substances psychotropes qui ne cessent de prendre de l'ampleur dans nos cités tout en détruisant les jeunes à cause du manque d'emploi. Alors que depuis 2015, le gouvernement poursuit la mise en œuvre du « plan triennal spécial-jeunes », qui à bien regarder parvenu à son terme, est un terrible fiasco vu que les jeunes ne sont pas sortis de l'auberge. Malgré la mise en service de la carte jeune biométrique ainsi que la célébration du 10ème anniversaire de la mise en place du Conseil national de la jeunesse du Cameroun (Cnjc), instance faitière des associations et mouvements de jeunesse du Cameroun. D'ailleurs, plusieurs voix dissidentes s'élèvent quant à l'importance et la nécessité réelle de cette institution. Pour la majorité, elle ne sert même à rien parce que cela fait 10 ans déjà qu'elle existe, et pas de bilan concret si ce n'est un bilan qui se résume à l'organisation des festivités. Car la fête de la jeunesse célébrée le 11 février de chaque année, est une fête légale civile. Mais, elle ne se limite pas seulement au « jour de fête ». Elle

est généralement précédée par ce que l'on a appelé la semaine de la jeunesse et qu'il est convenu d'inscrire depuis 2018 dans la « onzaine de la jeunesse ».

Politique de gouvernance

Il s'agit de 11 jours pendant lesquels sont organisées sur l'ensemble du territoire national, des manifestations socioculturelles, entrepreneuriales de citoyenneté et sportives autour d'un thème donné et dont les contours sont fixés par le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique (Minjec). Seulement, à quoi ça sert de consacrer une pareille période (11 jours) aux jeunes alors que ces derniers sont quasiment oubliés de toutes les politiques publiques durant tout le reste de l'année ? Pourtant le Minjec, Mounouna Foutsou a souligné que ces activités de célébration de la 53ème édition de la fête de la jeunesse doivent faire transparaître dans les manifestations, l'unité et l'intégration nationale dans le respect des différences et des identités en exaltant les valeurs de patriotisme, de mérite, du respect des symboles et emblèmes de la République, de paix, de solidarité, d'intégrité, de travail, de fierté, de volonté de vivre et de réussir ensemble.

Comment réussir ensemble lorsque les frères des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest se sentent délaissés ? Et d'ajouter « avec le système des Nations Unies, la 53ème édition de la fête de la jeunesse a permis de lancer l'initiative « Youth Connekt Cameroon » qui est une réponse aux Objectifs de développement durable (Odd) pour un monde plus juste, plus durable, et pacifique en 2030 ». Puisqu'elle « fournit une approche spécifique au contexte africain pour résoudre les problèmes d'asymétrie de l'information sur les opportunités d'emploi et développement des affaires, du chômage et de l'inclusion des jeunes dans les processus socio-économique et politique. Cette initiative a pour objectif de relever les défis du développement social, économique, politique, culturel et inclusif de la jeunesse ».

Rostand TCHAMI

DÉCRYPTAGE

BIYA ET LA SYMPHONIE DES INSATISFACTIONS

De l'adresse du président de la République à ses jeunes compatriotes, il ressort nettement que le maître mot qui structure la pensée du numéro un camerounais est l'insatisfaction. Le chef de l'Etat n'a pas dit ou fait ce qu'on attendait de lui et les jeunes tendent à perdre espoir. Un cocktail détonnant.

Luc Sindjoun, Conseiller spécial du président de la République, dans une de ses sorties en soutien de la candidature de Paul Biya l'année dernière, disait: « Paul Biya est l'homme des trois temps: le passé, le présent et le futur! ». Soit ! Dans son message à la jeunesse du 11 février dernier, on a constaté qu'il s'est beaucoup émancipé du passé pour s'affectionner au futur. Non pas à dire que le présent soit vide. Au cours de l'année 2018, plus de 500 mille emplois ont été créés. En 2019, cette année, le président promet qu'il va en remettre cela. Il y a eu et il y aura encore des projets et des programmes en faveur de la jeunesse. Seulement, comme l'affirmait récemment un économiste, ce n'est pas une particularité au Cameroun que des projets échouent. Cela a été courant dans les pays d'Asie du sud-est. Ce que ces « dragons ont fait, ils ont analysé et compris les failles du programme précédent pour passer au suivant ». En est-il le cas du Cameroun ? Est-ce que les différents programmes successifs en faveur de la jeunesse s'imbriquent et se complètent ? Là-dessus, un observateur a reconnu que dans notre pays, « la lutte contre le chômage des jeunes était aussi compliquée que la lutte contre la corruption ». Il existait à ce sujet, le faisait-il remarquer plusieurs structures de luttes pas toujours bien perçues dans leurs missions précises par le grand public.

Chômage exacerbé

Par ailleurs, du discours présidentiel du 10 dernier, peut-on dire que la préoccupation présidentielle est plus portée vers l'avenir si on s'en tient à l'esprit général de l'adresse ? Alors qu'on s'attendait à suivre un bilan et des perspectives de grandes envergures, le chef de l'Etat n'a pas tou-



jours convaincu par les chiffres. En dépit de la promesse et des promesses présidentielles, la question cruciale est « qu'est-ce qu'on fait maintenant, aujourd'hui ? » Les jeunes passent et deviennent des adultes, et à chaque génération correspond son défi comme le chef de l'Etat l'a reconnu dans son discours. Mais sur près de quarante ans, on se demande comment les jeunes gens qui passent ont toujours les mêmes difficultés : le chômage exacerbé ! Est-ce à dire que les différents projets et programmes en faveur des jeunes sont mal pensés ou mal mis en œuvre ? Pourquoi il y a-t-il toujours tant de chômeurs et de gens dans l'informel ? Un syndicat des motos taximen à Douala, a déclaré dans la foulée des préparatifs de la fête de la jeunesse qu'on dénombre plus de 500 mille conducteurs dans ce secteur, et une majorité écrasante de jeunes. A ce sujet un américain avouait que « les hommes politiques s'occupent des élections et les hommes d'Etat des générations à venir ».

Encore des promesses

Oui, Paul Biya doit certainement se préoccuper du sort de la jeunesse qu'il dirige depuis 37 ans. Si au bout de ce long temps aux affaires, il affectionne la conjugaison de ses verbes au futur, cela pourrait causer des soucis de perception de l'adresse présidentielle et créer des incompréhensions.

On peut relever quelques exemples pour étoffer notre réflexion à ce sujet. « Il vous « reviendra » de poursuivre dans la même voie. Il vous « faudra » mettre en œuvre nos grands projets de révolution agricole, d'industrialisation et d'infrastructures, sans oublier ceux qui concernent le domaine social, comme l'éducation, la santé et l'habitat. Le gouvernement « poursuivra » l'opérationnalisation d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois. Les axes stratégiques du plan d'action prioritaire de la politique nationale de l'emploi « continueront » d'être mis en œuvre. »

On se serait attendu à la prédilection du présent et du présent de narration en lieu et place du passé. Or pour le faire, il faut avoir un bilan précis sur chaque point qu'on veut évoquer. Un exemple frappant qu'on peut retenir : « En 2019, il est prévu de créer au moins 500 mille emplois. » Il faut comprendre que le gouvernement va créer 500 mille emplois en 2019. Soit. Immédiatement après, il plonge ses auditeurs dans l'incertitude en disant que « le gouvernement poursuivra l'opérationnalisation d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois », pourquoi ne pas dire que « le gouvernement doit poursuivre... » ? Toutes ces nuances sémantiques sont de nature à exacerber le doute

dans l'esprit des jeunes Camerounais.

Ne perdez pas espoir

Qu'est-ce qui peut fonder le chef de l'Etat à dire à sa jeunesse de ne pas perdre espoir ? C'est certainement parce que les données ne sont pas bonnes ou encourageantes. Et il l'a précisé que c'est depuis l'année dernière qu'il demande aux jeunes Camerounais de ne pas perdre espoir. Paul Biya, sur le moment leur rappelle qu'il n'oublie pas leur difficulté. Une autre manière de dire que « si je ne fais pas ce que vous attendez de moi, ne pensez pas que c'est parce que je l'oublie ou que je l'ignore. » Du coup, il enchaîne sur le terrain où la jeunesse pourrait manifester son mécontentement : le changement : « Je comprends votre aspiration au changement et votre désir de participer davantage aux décisions qui engagent votre avenir. » Sans le dire ouvertement, le chef de l'Etat leur demande ici d'être patients. Il veut leur signifier que les choses vont changer et qu'ils vont participer à la politique qui engage leur avenir même s'il ne précise pas, dans ce contexte comment cela se fera. La promesse forte qu'il leur fait dans ce sens est que le « Cameroun de demain « se fera » avec vous. » Demain ? C'est quand demain ?

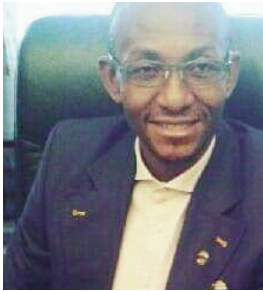
Il faut noter que lorsque Paul Biya parle des quatre différentes générations qui ont succédé dans la gestion des affaires de l'Etat, lui, il a vu passer trois générations. C'est d'ailleurs lui qui les décrit merveilleusement bien. En dehors des pères fondateurs, qui ont relevé le défi de l'indépendance, indissociable de l'unité nationale, il a toujours été aux premières loges. « Pour leurs successeurs (des pères fondateurs), la mise en place et la consolidation des institutions du nouvel Etat. Pour la génération suivante, l'avènement de la démocratie et du progrès social. Pour celle d'aujourd'hui, la modernisation de l'économie et la justice sociale. » Pour lui, demain c'est quand ? A quelle catégorie de jeunes s'adresse-t-il ? Les Lycéens, les universitaires ou ceux qui se rongent les freins derrière les bureaux coussus de la haute administration camerounaise ?

Léopold DASSI NDJIDJOU

RÉACTIONS

Simon, président See and Talk – Cameroon
« Les jeunes veulent le Cameroun de maintenant. »

« Le message traditionnel du chef de l'État à la jeunesse du 10 février 2019 m'est parvenu sans surprise dans sa structure, son contenu et sa logique. Depuis plus d'une dizaine d'années, il a revêtu les artefacts d'un cours magistral en Amphi, où la cible cherche inlassablement le cœur du message sans le trouver, au regard de la discipline choisi. J'ai écouté un discours froid, sans émotions et sans intérêt autre que le son emblématique de la voix du président Biya. Je tiens ici à dire qu'un discours tel que celui à la jeunesse devrait



être un véritable exercice de motivation, un moment d'impact idéal, idéologique et actionnel à l'endroit de cette jeunesse nombreuse et volontaire. C'est un instant que l'on souhaite franc, comme un moment de vérité, où le cœur de notre orateur du jour s'ouvre avec franchise avec le sentiment des mots non préparés par une équipe de démagogues. Et dans un contexte sociopolitique tendu tel que le nôtre, ce qu'il ne fallait surtout pas dire aux jeunes est cette phrase : « Le Cameroun de demain se fera avec vous... ». Les jeunes veulent le Cameroun de maintenant. »

Emmanuel Ntonga, président régional Sdf du Centre
« Il s'agissait plutôt d'un rituel politique grandiose »
« Le président n'a rien dit de vraiment nouveau dans son discours. Les jeunes ont besoin de changements socio-économiques



audacieux, radicaux et fondamentaux, de justice, de paix et d'une nouvelle direction dans la gestion du pays. Ce dont on a beaucoup parlé des jeunes en tant que futurs dirigeants du pays est purement cosmétique et pur « sloganeering ». Le Président n'a même pas mentionné les jeunes hommes et femmes qui ont été tués dans la crise qui affecte le pays, les centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les réfugiés. Il s'agissait plutôt d'un rituel politique grandiose et n'avait que peu ou rien à offrir aux jeunes souffrants des régions anglophones. »

Propos recueillis par L.D.N.

YAOUNDÉ IV

Non à l'alcool et aux manipulations sur les réseaux sociaux !

La parade de la 53^{ème} fête de la Jeunesse s'est célébré dans toute l'étendue du territoire camerounais, celle de l'arrondissement de Yaoundé IV, a eu lieu au niveau de la sous-préfecture du quartier Kondengui en présence du sous-préfet, de madame le maire et biens d'autres autorités administratives et invités.

C'est à 10h ce lundi 11 février, après la retransmission du message adressé aux jeunes par le président de la République, que les premiers carrés de la parade en suivant le rythme de la fanfare, s'avancent avec deux grandes banderoles, portant le thème de la célébration : « Jeunesse grande opportunité et participation à la construction d'un Cameroun en paix stable et émergent » traduit en anglais et en français, suivi du drapeau et de l'effigie du président de la République du Cameroun pour démarrer le défilé. Plusieurs élèves drapés leurs uniformes et d'autres arborant des tenues traditionnelles représentant les grandes aires culturelles de « l'Afrique en miniature », ont participé à cette célébration avec des petits drapeaux qu'ils agitaient en marquant



des pas cadencés. Si d'aucuns brandissent des pancartes sur lesquelles sont inscrits les noms des 10 régions, d'autres, eux, brandissent des fruits tels que les papayes, les bananes et des tubercules comme le manioc pour marquer la richesse agricole du Cameroun.

Mariage précoce

Les jeunes de l'enseignement secondaire n'étant pas en reste, étaient aussi porteurs de plusieurs messages importants floqués sur des feuilles de format ou sur des pancartes. « Non à la consommation de la drogue » ; « non aux manipulations des jeunes sur

whatsapp » ; « le tabac nuit gravement à la santé » ; « non au mariage précoce » ; « non au sida » et bien d'autres messages d'appel à la lutte contre les fléaux sociaux qui minent la jeunesse de nos jours, étaient associés à des icônes tels que les ordinateurs, les bouteilles d'alcools et des cigarettes. En dehors des élèves de l'enseignement maternelle, primaire et secondaire, les jeunes des instituts supérieurs et ceux de l'éducation extrascolaire ont aussi pris part à cette parade en brandissant une banderole sur laquelle est inscrit « la jeunesse de Yaoundé IV s'engage à promouvoir le vivre ensemble et appel au respect des institutions républicaines ». Cette célébration s'est faite au rythme des chants patriotiques choisi par le comité d'organisation et du ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique, les élèves ont pendant plus d'une heure exécuté les mouvements d'ensembles en chantant tous en chœurs sous une belle ambiance. C'est par le passage des cliniques de Yaoundé IV que le défilé s'est achevé.

Linda MANGA MINLO'O
(Stagiaire)

BILONE

Les jeunes conviés au surpassement de soi

Tel a été le leitmotiv des responsables de l'arrondissement d'Ebolowa 2^{ème} lors de la célébration de la 53^{ème} édition de la fête nationale de la jeunesse placée sous la présidence du maître de céans et de son état-major d'arrondissement d'Ebolowa 2^{ème}.

Après une dense semaine d'activités qui ont portées sur le sport, l'expression culturelle et autres activités extra scolaire, le 11 février faisait office d'apothéose. Et c'est depuis deux années que le centre ville d'Ebolowa à lui seul abrite 03 pôles de défilé à savoir, le pôle d'arrondissement d'Ebolowa 2^{ème} avec le sous-préfet Bernard Ta, le pôle d'arrondissement d'Ebolowa 1^{er} et le pôle conduit par le gouverneur Félix Nguelé Nguelé à la place de fête de Nko'ovos. Cette délocalisation est bien saluée par les populations des pôles décentralisés, qui en ont fait de ces zones, les centres d'activités le temps de la célébration. Du coup, ce fut un grand pôle commercial aussi autour de l'artère choisie pour le défilé, comme au village tout est commercialisé, ce fut une parfaite mobilisation des populations qui ont démontré que l'autorité administrative est dans leur sol, avec un important pavoisement. Ce fut dès l'entame, un zeste de bouillon de culture pour agrémenter l'attente, puis l'audition du discours présidentiel.

Prise de conscience

Le défilé proprement dit a agrémenté la seconde halte de cette cérémonie avec les tout-petits du primaire une vingtaine d'établissements scolaires du privé comme du publique. Ils ont été suivis par ceux du secondaire et les structures de formations professionnelles, sous les ovations d'un public de grands jours où on pouvait voir des jeunes enfants ébahis par la foule nombreuse. Après la relecture de la thématique qui a accompagnée cette célébration à savoir, « Jeunesse, grande opportunités et participation à la construction d'un Cameroun en paix, stable et émergent ». Ce moment a paru être celui d'une prise de conscience de la jeunesse qui a convergé vers ce centre de défilé. Pour Bertrand Ta sous-préfet de l'arrondissement d'Ebolowa 2^{ème}, « C'est une grande mobilisa-



tion des populations de cette circonscription administrative, témoin du fort attachement aux idéaux prônés par le chef de l'état. La jeunesse a cerné le message présidentiel, il reste maintenant à chaque jeune de saisir une opportunité autour de lui. Car, il est question aujourd'hui d'une prise de conscience individuel-

moment de brassage de la jeunesse véritable espoir pour le Cameroun à venir car, tout l'honneur doit revenir au Cameroun propriété de tous les fils et filles de ce pays.

le de chaque jeune, l'état faisant déjà ce qu'il fait pour le bien de toute la jeunesse. Diverses opportunités sont mises en place à travers des projets et programmes pour l'épanouissement de la jeunesse, et la lutte véritable contre le sous emploi. Une appropriation de la thématique fera du bien à chaque jeune afin, que chacun puisse participer à la construction d'un Cameroun à la fois de paix, stable et émergent. D'où cette invite à chaque jeune d'en faire sien cette annonce du président de la république ».

Au terme du défilé, Gaston Wilfried Evina élève à l'école publique de Bilone défilant pour la toute première fois semble ne pas s'en revenir, sa joie est débordante. Après explications de ses amis, il comprend alors qu'il n'y a pas le défilé tous les mois et que son second défilé pour la même circonstance n'aura lieu que l'an prochain en 2020. Il faut noter que cette célébration représente un fort

PERFORMANCES

Bolloré transports and logistics récompensée

L'entreprise a reçu, le 1er février 2019, quatre prix de l'Excellence par l'administration des gabelous lors de la soirée des partenaires célébrée à Kribi, en marge de la journée mondiale des douanes.

Le savoir-faire de Bolloré Transports and logistics vient d'être une nouvelle fois reconnu. Quatre prix de l'excellence tombent pour ainsi dire dans l'escarcelle de cette entreprise, spécialisée dans les domaines des transports et logistiques. Des récompenses de l'administration douanière du Cameroun attribuées lors de la soirée des partenaires organisée à Kribi en marge des festivités concoctées dans le cadre de la journée mondiale des douanes, le 1er février 2019.

Il s'agit en l'occurrence du prix d'excellence pour le respect des procédures, le prix d'excellence pour les volumes d'activités dans le cadre du titre de transit unique, le prix du meilleur commissionnaire en douane agréé aérien à l'export et le prix du meilleur dans la catégorie enregistrement des manifestes mari-



times, décernée à Socopao, une des filiales du groupe Bolloré au Cameroun. Toutes ces distinctions ont été reçues par le directeur régional Risks et développements pour le Golfe de Guinée de Bolloré Transports and logistics, le bien nommé Nsouchiat Fit Mama. Lorsqu'on gratte la couche de vernis sur ces récompenses, il apparaît qu'elles marquent le rôle de pionnier dans la mise en œuvre des mesures de facilitation du transport et du transit, dans la sous-région Afrique centrale, avec l'exemplarité

dans le respect des procédures et le volume des opérations réalisées, avec une once de professionnalisme, dans le cadre de la nouvelle procédure de prise en charge des marchandises en transit au Cameroun, le titre de transit unique.

Toutes choses qui confortent le savoir-faire et ouvre un coin de voile sur la valeur de la contribution de Bolloré Transports and logistics à l'amélioration des opérations d'exportation des marchandises, levier de croissance du Cameroun. Selon Mohamed

Diop, directeur régional Golfe de Guinée de Bolloré transports and logistics, cette 11ème édition de la soirée des partenaires a été une occasion de «magnifier la qualité de la relation qu'entretiennent les filiales du groupe Bolloré intervenant dans la chaîne des opérations logistiques du commerce extérieur avec l'administration des douanes. Les résultats de cette collaboration sont visibles dans les domaines de nos activités notamment le rail, les services portuaires et logistiques.

Alain NJIPOU

SUD

Bilan et perspectives d'un exercice budgétaire laborieux

La première réunion de coordination des comptables publics pour le compte de la circonscription financière du Sud au titre de l'exercice 2018 s'est tenue récemment en la salle polyvalente du collège régional d'agriculture (Cra) d'Ebolowa.

Il s'agit d'un rituel qui consiste en la clôture d'un exercice budgétaire, c'est l'occasion de faire un bilan et se projeter également. Ici, on a tous les comptables de la circonscription financière du Sud qui s'imprègnent des orientations de la hiérarchie des finances. Pour Elvis Christian Messanga, trésorier payeur général, « en pareille circonstance, le travail est fait sous forme de travaux pratiques. Il est question de valider les situations comptables, la balance des comptes et tous les autres aspects comptables exigés dans le cadre de l'exécution du budget. Tout ceci amène à une exécution financière mieux aboutie que celle de l'année antérieure qui a été un moment très difficile. La dernière mission du Fmi a encouragé le gouvernement et l'Etat du Cameroun à

pour-suivre la réforme d'autant plus que notre programme économique est adossé sur les facilités élargies de crédits. Il est ques-



tion pour 2019, de continuer à mettre en œuvre ce programme de manière efficace et efficiente. Le programme 270 du budget de l'état qui est dévolu à la direction générale du trésor et coopération financière et monétaire et dont l'intitulé est la gestion de la trésorerie de l'état, de la dette, comptabilité publique et financement de l'économie confie un rôle important aux comptables publics en vue de la mise en œuvre de tout cela ».

Apaisement

Après s'en est suivi des interventions relatives aux orientations de la direction générale du trésor, puis celles du trésorier-payeur général de la circonscription financière du Sud, les participants ont eu à vali-

der le procès-verbal de contrôle interne et les autres états de suivi des comptes relatifs aux états d'accord. Pour Alexandre Legrand Ngoucheme Kutnyem secrétaire général des services du gouverneur représentant le maître de céans, « il est question de jeter un regard sur des engagements qui s'imposent sur les conduites budgétaires. Le pays traverse des difficultés, et certaines se sont manifestées par des tensions de trésorerie, avec un impact sur l'investissement public. Aujourd'hui, il est question qu'avec les réformes engagées au niveau des finances publiques, que cet exercice apporte plus d'apaisement, il faut donc traduire en acte concret, les grandes orientations financières. Pour cela, il

est question de comprendre les défis et les enjeux afin de contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs fixés. Apportez votre pierre aux regards des résultats concluants de la dernière revue du fonds monétaire international. Ainsi, votre responsabilité porte à la mise en application des lois, le régime financier de l'état, le code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques. Ceci doit passer par le respect du calendrier ».

Ce qui a permis à la représentante du directeur général du trésor d'affirmer que, « la clôture d'un exercice comptable et budgétaire est un exercice particulièrement sensible. Ceci, à cause d'un calendrier contraignant et la nécessité de l'implication de tous les personnels concernés. Il est question de s'imposer un respect de délais fixés qui devient un gage de la réussite. C'est bien ce qui est attendu de chaque acteur pour l'exercice qui a débuté récemment ». Les prestataires attendent beaucoup, ce qui les permettra à redonner vie à leurs entreprises qui sont presque en banqueroute pour défaut de paiement.

Jacques Pierre SEH

TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN

Ngalle Bibehe prépare un « Tsunami »

Dans 15 jours, le Cameroun pourrait vivre la plus grande vague de suspension d'opérateurs de transport interurbains de son histoire. Ce n'est pas la prophétie d'un pasteur supra-visionnaire, mais un avertissement (le dernier), que fait le ministre des Transports à ces entreprises.

Dans une série de communiqués de presse signés ce 04 février 2018, Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehe donne jusqu'au 18 février prochain (15 jours) aux compagnies de transport routier interurbain pour régulariser leur dossier d'agrément. A la lecture desdits documents, deux grands groupes se distinguent. Le premier qu'on peut qualifier de groupe des frondeurs, est constitué des régions de l'Extrême-Nord (cinq compagnies), du Nord (cinq compagnies), et du Nord-Ouest (08). « A cette date, aucune des compagnies n'a cru devoir se conformer », écrit Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehe. Le deuxième groupe se compose des hésitants. Il s'agit en l'occurrence des régions de l'Ouest (32 mises en cause, deux rentrées en règle), du Sud-Ouest (cinq compagnies ciblées, seule une est en règle) ; du Centre (quatre en règle sur les 42 accusées) ; et de l'Est (sur les 11 compagnies ciblées par la mesure, seule une est rentrée en règle).

A cette liste, s'ajoutent les régions du Sud (sur les neuf compagnies placées sous le viseur, seule une a régularisé son dossier) ; du Littoral (sur 38, seules quatre compagnies ont régularisé leur situation) ; et de l'Adamaoua (sur les sept compagnies incriminées, seule une s'est pliée aux injonctions). Au total, sur près de 162 compagnies accusées par le ministère des Transports d'évoluer sans agrément, seules 14 d'entre elles se sont pliées aux injonctions de leur tutelle administrative. Ce qui porte à 148, le nombre d'opérateurs de transport routier interurbain susceptibles d'être suspendus dès le 18 février.

Agréments

Si rien ne change dans deux semaines, Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehe sera amené à prendre la sanction la plus lourde de l'histoire du Cameroun dans le secteur du transport interurbain. Mais le ministre, bien que dans son droit, devra se munir d'un gilet pare-balles et de protèges dents. Parmi les entreprises ciblées, figurent des géants du transport routier interurbain, qui opèrent dans plusieurs régions à la fois. A l'instar de Touristique Express, Garanti Express, Fodem Voyages, Musango Express, ou encore National Voyages, pour ne citer que ceux-là. Les sortir de la circulation pour des raisons d'agrément sera sans doute une solution légale et légitime. Mais la crise qui émanera de cette décision inédite dans le secteur du transport interurbain y jettera comme une odeur de carburant. Ce qui, à coup sûr, risquera de mettre du feu sur cette mesure, et la rendre du coup impopulaire aux yeux des camerounais.

Source bougna.net

DÉCENTRALISATION

L'Etat central : une pesanteur à l'autonomie financière des communes

« Toutes les communes attendent une réelle décentralisation qui est, d'abord, financière ». C'est la principale recommandation qui a été faite pendant les deux jours de travaux liés aux assises générales de la commune.

Entamées le 6 février au palais des congrès de Yaoundé, ces assises ont fait tomber leurs rideaux au soir du 7 février 2019. C'était en présence de Bello Boubou Maigari, ministre d'Etat, ministre du Tourisme et des Loisirs (Mintoul), qui a présidé la cérémonie de clôture. Mais au terme de ce forum, la première leçon à tirer porte sur la nécessité urgente de l'autonomie financière des communes. Toute chose qui reste encore un leurre! C'est un dessein collectif que les 360 maires ont formulé. Après l'opérationnalisation de la décentralisation politique et de la décentralisation administrative, les chefs des exécutifs municipaux veulent le passage, à une vitesse supérieure, à l'étape de la décentralisation financière, laquelle reste et demeure une gageure dans l'organisation et le fonctionnement des communes. « Si les caisses ne sont pas liquides », soutient René Kamdom, maire de la commune de Babadjou, « nous n'avancerons pas. Tout repose sur les finances ».

A l'heure actuelle, il y a, néanmoins, une dotation pécuniaire qui s'évalue à 100 millions de Fcfa que le ministère des Finances (Minfi) achemine dans les comptes de l'ensemble des communes. D'après des magistrats municipaux, cette dotation est minime et ne représente même pas 2% du budget de l'Etat lié au fonctionnement des collectivités territoriales décentralisées. C'est pourquoi le Directeur régional pour l'Afrique à l'Onu Habitat, Alioune Badiane, qui



a donné la conférence inaugurale des assises, a, singulièrement, exalté d'autres « types idéaux » de la décentralisation, en l'occurrence le « type idéal » sud-africain, dont les pouvoirs publics accordent 52% du budget au Ctd.

Transfert des ressources financières

Pourtant au Cameroun, au vu du constat des maires, le paradigme de l'Etat central continue de rester la pieuvre, voire la pesanteur à l'éclosion et à l'optimisation du fonctionnement des communes. En effet, c'est à cause de l'Etat central, entrave à la décentralisation, qu'il règne le problème de la survivance de l'unicité des caisses, dont le Minfi a l'apanage. A cause de cet état de choses, l'on note le retard du paiement des Centimes additionnels communaux

(Cac). Régine Amougou Noma, maire de la commune d'arrondissement de Yaoundé IV, relève, par exemple, qu'en 2018, « sa commune devait percevoir, quatre fois, leurs Cac, mais elle n'en a eu que deux ». « Toute chose qui ne devrait plus, explique-t-elle, avoir droit de cité ». C'est le même point de vue que défend Elise Mballa Meka, qui estime que la fiscalité est encore trop centralisée. D'après le maire de la commune d'Akom II, « il est temps que l'on passe à la mise en place effective et accélérée de la décentralisation, c'est-à-dire au transfert des ressources financières et à la mise en place d'une fonction publique locale parce que nous avons essentiellement deux problèmes: l'absence des ressources financières et l'absence des ressources humaines de qualité. La fis-

calité est encore trop centralisée. A notre niveau, on n'a que de petites recettes fiscales. Il faut que la fiscalité soit également décentralisée pour que nous puissions augmenter nos ressources financières et apporter le développement à nos populations ».

Par conséquent, le plaidoyer que les 360 maires ont fait à l'issue des assises générales de la commune consiste à demander au ministre de la Décentralisation et du Développement local (Minddevel) et au ministre des Finances (Minfi) de rendre disponibles à temps les Centimes additionnels communaux (Cac), lesquels constituent la sève nourricière des communes.

Serge Aimé BIKOI

PELERINE TCHATAT

« Les actions privées participent aussi à développer le Cameroun »

La présidente de l'association « Avocats sans frontières humanitaires du Cameroun » (Asfhcam), en partenariat avec l'association « Act for genderpeace-security and development » (Agepsed), a organisé une causerie éducative avec les élèves du collège Djilo de Mbalmayo, le 8 février dernier.

Le thème officiel qui accompagne la célébration de la 53ème fête nationale de la jeunesse est : « Jeunesse, grandes opportunités et participation à la construction d'un Cameroun en paix, stable et émergent. » Dans ce sillage, il s'est agi pour les associations Asfhcam et Agepsed d'entretenir les jeunes au collège Djilo de Mbalmayo sur la pertinence de ce thème. Dans un premier temps, il a fallu susciter une prise de conscience de la jeunesse sur l'importance de son implication sur le développement de la société camerounaise. Dans ce sens, il a été rappelé que puisque le développement d'un pays passe par l'accroissement de son économie, les jeunes ne doivent pas être en reste.

Ainsi pour un pays comme le Cameroun, où la population est dominée

par les jeunes (85%), il serait avantageux pour notre économie que « cette jeunesse soit dynamique, travailleuse, entrepreneuse », selon l'expression de Me Pélerine Tchataat. Il a été aussi demandé aux jeunes de ne pas avoir peur de commencer à s'initier à la créativité. En suivant cette voie, les jeunes deviennent très vite autonomes au niveau des familles et participent par ce dynamisme largement au développement du Cameroun. Les animateurs de la causerie sont revenus sur les effets positifs du travail. Un adage dit : « le travail éloigne de nous trois grands mots : l'ennui, le vice et le besoin ». En effet, le travail « occupe l'esprit, pousse l'être humain dans la recherche perpétuelle, le sombre dans le goût du challenge et par conséquent dans l'esprit compétitif ».

Règlement efficace des crises communautaires

Au moment où le Cameroun est la croisée des chemins, la notion de paix à toute son importance. Selon les organisateurs de la causerie éducative avec les jeunes à Mbalmayo, « c'est la population d'un pays qui choisit d'être en guerre ou en paix. Pour un pays comme le Cameroun où 85% de la population est

constituée des jeunes, on estimera légitimement que s'il y a guerre il leur reviendrait entièrement la faute. » Pour donc atténuer la tendance de la jeunesse de sombrer dans cette tentation, l'autonomisation est un exutoire. La présidente de l'association Avocats sans frontières humanitaires du Cameroun livre sa conviction sur la question en ces termes : « si les jeunes utilisaient leur temps à faire des choses utiles au lieu d'exciter à la haine à travers des réseaux sociaux comme l'on observe tous les jours, on serait face à un pays en harmonie où chacun vaquerait à ses occupations dans l'ordre normal des choses. » L'autonomie des jeunes est de ce fait une alchimie pour la paix. Par ailleurs, le règlement efficace des crises communautaires est tributaire du degré de maturité des personnes constituant cette communauté. L'autonomie suppose donc une capacité à jouir d'une certaine maturité devant des situations éventuellement difficiles, demieux réagir faces à celles-ci. En outre, on reconnaît à l'autonomie la force de gérer soi-même ses propres affaires, c'est-à-dire ne pas permettre l'ingérence étrangère. Car dit-on « en politique on n'a pas d'amis, mais des ennemis ».

Mais il va sans dire que les jeunes ne sont pas toujours dans ces bonnes dispositions. Au Cameroun, la jeunesse est exposée à deux maux selon les organisatrices de la causerie : la passivité et la complaisance. Le premier structure beaucoup de comportements parce que « la plupart des jeunes ne sont pas créatifs, entrepreneurs, chercheurs et se bornent à attendre tout de l'Etat. Ceci peut se justifier par le manque d'orientation, le goût à la facilité ». En ce qui concerne le deuxième mal, « beaucoup de jeunes œuvrent plus pour la discorde que pour la préservation de la paix au Cameroun. Ceci est observé à travers les réseaux sociaux et leur excitation à la haine. » Bref, « le but final était de leur apprendre à se prendre en main, leur dire que lorsqu'ils sont autonomes dans la réalisation des activités au Cameroun, on participe à la construction d'un Cameroun émergent. Chacun peut apporter sa pierre comme l'a dit tout à l'heure la directrice, c'est-à-dire que les actions privées participent aussi et concurrencent à un Cameroun émergent », explique la présidente de l'Asfhcam.

Léopold DASSI NDJIDJOU

EN VISITE DANS LE NOUN...

Njoya Zakariaou dans la fosse aux serpents

Le ministre délégué auprès du ministre des Transports est allé communier, samedi 9 et dimanche 10 février 2019, avec les siens, dans son département d'origine et dire merci au chef de l'Etat pour son entrée dans le gouvernement de la République, dans un contexte tendu.



Frustrations

C'est un département du Noun, un peu sur les dents, qui a accueilli le ministre délégué auprès du ministre des Transport, Nji Njoya Zakariaou, samedi 9 février et dimanche 10 février 2019. Le membre du gouvernement, depuis le réaménagement orchestré le 4 janvier 2019, effectuait pour ainsi dire, sa première sortie officielle dans son Noun natal. Au-delà du souci de communier avec les siens, il s'est agi pour l'ex-préfet du Mayo Louti dans la région du Nord, de surfer sur cette aubaine pour dire merci au président de la République et exprimer la gratitude de tout un département, lui témoigner en des termes de renouvellement du soutien, de déférence de toutes les populations du Noun.

Si le décor planté était celui des grands jours, l'objectif avoué légitime, les acteurs de la circonstance de premier ordre, le contexte sociopolitique du département singulièrement, au-delà du verbe, de la phraséologie du bout des lèvres et de la rhétorique ambiante, empreinte de dithyrambes creux, a laissé présager un malaise pour dire le moins. Pour nombre d'acteurs du marigot politique du Noun, au lendemain de la victoire du champion du Rdpc à la présidentielle d'octobre 2018, avec une performance électorale historique du parti au pouvoir qui a battu pour la première fois l'Udc, du Dr Adamou Ndam Njoya, depuis le retour du pays au multipartisme, le Noun méritait mieux qu'un poste de ministre délégué.

Toutes choses qui ont fait dire au chef de la délégation permanente du Comité central du Rdpc pour le Noun, Daniel Njankouo Lamere, par ailleurs ancien ministre délégué auprès du Minfi, en charge des programmes que «l'ingratitude ne nous habite pas et ne fait pas partie de notre culture. L'engagement des populations du Noun à soutenir Paul Biya, n'est pas un engagement conditionné par le souci d'obtenir des récompenses politiques. Le chef de l'Etat depuis 1982, a toujours introduit un ou deux fils bamoun, dans tous ses gouvernements, en usant de son pouvoir discrétionnaire». Une précision qui n'a du reste pas convaincu grand monde, au regard des aspirations que beaucoup de Bamoun nourrissent légitimement.

Au-delà de ce malaise, l'organisation de la descente du ministre délégué Njoya Zakariaou à Foumban et environs, a été pilotée par des équipes constituées des forces vives du Noun de Yaoundé et de Douala. D'ailleurs le président du Comité technique d'organisation est Nji Nsouchiat Fit Mama, une des chevilles ouvrières de ce bel évènement, est venu de la capitale économique. L'imprésario a beau martelé que la cérémonie est une initiative de l'élite

politique locale en phase avec les structures organiques du Rdpc de la base et le promu, beaucoup de responsables politiques locaux du parti au pouvoir, sous anonymat, ont exprimé leur frustration de subir le diktat des élites extérieures qui pensent tout, s'occupent de tout sans les associer, eux qui sont au contact quotidien avec les populations. Illustration : la lecture de la motion de soutien, de déférence et de reconnaissance au chef de l'Etat a été lue par un certain Nji Ayouenyinyi Mazou, connu comme un opérateur économique, proche du ministre délégué et non subitement comme un cadre du Rdpc dans le Noun. N'allez surtout pas questionner le ou les rédacteurs de cette missive lue à la surprise générale de plusieurs cadres du parti dans le Noun...

Conflit de génération

Le chef de la délégation permanente du Comité central du parti au pouvoir dans le Noun, au parfum de cette situation, n'a pas usé de gants pour stigmatiser «le conflit de génération» qui gangrène le Rdpc et le fragilise. Querelles de positionnement, batailles de contrôle de leadership politique local... Comme pour dire que le ministre Njoya, qui porte le nom d'un héraut dans l'histoire du royaume bamoun, ne va pas évoluer sur du velours. Le Noun étant une vraie marre aux crocodiles, une fosse aux lions. Entre ceux qui hier, ont promis une ville de Foumban «jolie, jolie» la réalité implacable que laisse l'Udc, «Foumban sale, sale» amène à penser qu'il faut passer à autre chose. Ne plus écouter les sirènes «des vendeurs d'illusion qui nous ont fatigués. Des gens qui sont dépassés. Des gens malades». Allusion faite au président national de l'Udc, par ailleurs, maire de Foumban, de plus en plus fébrile, absent de la campagne électorale, et plus discret depuis la publication des résultats de la présidentielle du 7 octobre 2018.

En plus de cette tension politique qui secoue le Noun entier, des défis surtout des doléances ont été formulés à Nji Njoya Zakariaou. De la bouche du

représentant de l'élite bamoun, le Prof Motapon Ousmanou a égrené le chapelet des doléances. En insistant sur l'augmentation des dotations des enveloppes budgétaires dans le Noun, compte tenu du fait que le département est le plus grand et le plus vaste de toute la région avec 9 arrondissements, 9 communes et détient à lui seul, 28% de la population de toute l'Ouest. Le désenclavement des bassins de production, la multiplication des points d'eau potable complétée par l'ouverture d'une Ecole normale supérieure à Foumban (Ens), rattachée à l'Université de Dschang et autres préoccupations ne sont pas tombés dans les oreilles de sourd.

Membre du gouvernement, Njoya Zakariaou a dit sa détermination, à servir la République dans le cadre du septennat des grandes opportunités du chef de l'Etat. S'agissant des enjeux du développement du Noun, le natif de Njinka, tout en comptant sur l'encadrement paternel du sultan Ibrahim Mbombo Njoya, a pensé à un comité de réflexion qui devra rassembler tous les membres de l'élite bamoun d'ici et d'ailleurs afin de peaufiner les stratégies de l'émergence du Noun et de positionner ce cadre de réflexion comme le catalyseur du développement. Non sans souligner que lui, ministre délégué, n'aura pas à inventer la roue, encore moins le fil à couper du beurre.

Pour lui, «pour aller vite, on va seul. Pour aller loin, on va ensemble». En somme la quintessence du message que le nouveau membre du gouvernement est venu délivrer au milieu des siens, accompagné par une demi-douzaine de ses collègues, Ngalle Bibehe Massena, ministre des Transports, Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre des Travaux publics, Manaouda Malachie ministre de la Santé publique, Nguihe Kanté, Sga des services du Premier ministre, Nkoumpa Issah secrétaire d'Etat auprès du Mindef en charge des anciens combattants.

ALAIN NJIPOU, envoyé spécial à Foumban

The Media
free media
GROUP

Le Messenger

1979 - 2019 **Quotidien**

**Au service de la vérité, et toujours
à l'écoute du peuple !**

**Direction - Rédaction - Centrale
Administration - Commercial**

**Agence
Centre - Sud - Est**

Yaoundé
(Montée Ane Rouge)
B.P. 7915
Tél/Fax: (237) 22 23 78 01

B.P. 5925 Akwa- Douala (Cameroun)
Rédacteur en chef: 33 05 95 27
Coordonnateur de la rédaction: 33 12 39 64 / 33 05 95 32
Secrétariat: 33 42 04 39
Commercial: 33 12 69 61
Tél/Fax: (237) 33 42 53 74 République du Cameroun
E-mail: lemessenger@lemessenger.net

**Agence
Ouest & Nord-Ouest**

Bafoussam
(Carrefour Madelon)
Tél (237) 75 48 00 06
Gsm: 94 98 46 56

**Le Messenger est distribué et lu à travers le triangle national,
et sur le net: www.lemessenger.net**

Cameroun : antisémitisme et pulsions génocidaires

Les avis émis dans ces pages n'engagent que leurs auteurs

Par Achille Mbembe

Dans les deux jours qui viennent, je publierai un texte dans AOC sur la situation qui prévaut dans ce pays au lendemain de l'arrestation et de la détention de près de 200 militants du parti d'opposition que dirige le Professeur Maurice KAMTO. Ce dernier est, lui-même, entre les mains de la police locale depuis plus d'une semaine.

En début de semaine, le Ministre délégué à la justice, Jean de Dieu Momo a défrayé la chronique. Sur les antennes de la télévision officielle, il a sciemment relayé la fiction antisémite selon laquelle les Juifs auraient attiré sur eux la funeste tragédie de l'Holocauste, enjoignant, au passage,

ses congénères de l'ethnie bamiléké de ne pas commettre la même erreur dans le Cameroun d'aujourd'hui. Sous Emmanuel Macron, la politique française d'appui inconditionnel aux satrapes de l'Afrique centrale a été reconduite. On gesticule et on se fend en déclarations aussi maladroites que sanctimonieuses lorsqu'il s'agit des élections en République Démocratique du Congo. On élève le ton lorsqu'il s'agit du Venezuela - cela ne coûte rien.

Mais motus et bouche cousue lorsque, dans sa basse-cour, la police tire à bout portant sur des civils non-armés. En réalité, on va plus loin. Avec des avions Rafale postés au Tchad, on fait frapper des colonnes rebelles dans le

but de protéger le régime prédateur d'Idriss Deby qui a mis à sac et vendu à l'encan les richesses minérales de son pays. De son côté, la Chine a effacé, en catimini, une partie (seulement) de la dette camerounaise. En contrepartie de quoi, nul ne le sait. De tous les pays africains, le Cameroun est l'un des trois qui lui doivent le plus d'argent.

Les Etats-Unis, quant à eux, viennent de mettre fin à une (petite) partie de l'assistance militaire qu'ils apportaient au régime. Signe de choses plus graves et à venir? Pendant 36 ans, entre deux séjours en Suisse où il aura dilapidé des centaines de millions de dollars de ses pauvres concitoyens en jouissances privées de

toutes sortes, le satrape aura brutalisé les siens à huis-clos.

Au soir de sa vie, le pays dont il a hérité est au bord de l'éclatement. Le clan de sa jeune épouse, épaulé par toutes sortes de sicaires recrutés à l'avenant, souffle sur les braises dans l'espoir de tirer les marrons du feu. Mais l'ère de l'ensauvagement à huis-clos est maintenant terminée.

Petit à petit, ce que Ruben Um Nyobe appela « le problème national camerounais » est en train de s'internationaliser au fur et à mesure que monte la pulsion génocidaire de ce régime. De cette pulsion, le lapsus antisémite du bouffon de service, Monsieur le Ministre délégué de ... la justice (!) en est le symptôme par excellence.

Ethnicité et citoyenneté au Cameroun: vers un festival national bamiléké

Par Ludovic Lado

L'ironie de la bourde de M. Momo Jean de Dieu qui, en passant, a écorché la mémoire juive, est qu'on en est venu à oublier que c'est pour insulter et stigmatiser les Bamiléké qu'il a osé sa triste comparaison. L'antisémitisme cache bien l'anti-bamilékisme. Mais le grand peuple Bamiléké ne répondra pas aux sirènes de la haine ni par les armes ni par la haine. C'est plutôt une opportunité formidable de structurer et d'institutionnaliser sa conscience collective, un peu comme les Juifs d'ailleurs. En effet la campagne anti-bamiléké orchestrée par les suppôts du régime Biya a l'avan-



tage de nourrir la conscience collective Bamiléké qui n'est en rien incompatible avec la citoyenneté camerounaise. Prétendre renoncer à son ethnicité au profit de la citoyenneté, c'est se mentir à soi-même. Les deux ne sont pas incompatibles. Au contraire, être fier de ses

racines et les célébrer est le meilleur socle d'une citoyenneté humaine sans complexes. L'insécurité identitaire fait le lit du tribalisme. Contrairement à mon frère Patrice Nganang qui invite les Bamiléké à prendre les armes, je lance plutôt un appel solennel à tous les Bamiléké,

anglophones comme francophones, pour l'institution d'un Festival National Bamiléké semblable au Ngondo chez les Sawa. Ce festival dont la périodicité reste à définir sera le lieu de la célébration des richesses du peuple Bamiléké. Comme les Juifs, les Bamiléké doivent arrêter de pleurnicher pour s'organiser comme un grand peuple afin de se faire respecter, non pas en répondant à la haine par la haine, mais en célébrant et en partageant avec les autres peuples du Cameroun et du monde ses grandes richesses culturelles et humaines. Je m'engage d'ores et déjà!!!!

Les avis émis dans ces pages n'engagent que leurs auteurs

LIGUE EUROPÉENNE DES CHAMPIONS

Le Psg et la malédiction Choupo Moting

Malgré le forfait d'Edinson Cavani pour le 8e de finale aller de la Ligue des champions qui opposera ce soir le Paris-Saint Germain à Manchester United, l'attaquant camerounais va avoir du mal à tirer son épingle du jeu. Ses deux titularisations de la semaine n'ayant pas convaincu.

La malédiction des Parisiens en Ligue des Champions est toujours présente. Jamais passée en demi-finale depuis l'arrivée des Qataris, l'équipe parisienne a connu des déconvenues historiques, face au Barça notamment. La peur de l'échec existe mais de ce fait, l'expérience de la déception aussi. Dans le contexte actuel, les Parisiens savent à quoi s'en tenir avant d'affronter United et sont préparés à ce type d'événement. L'expérience des victoires est aussi de leur côté de Paris. Thiago Silva et Dani Alves, déjà titrés à de nombreuses reprises dans leurs carrières, ont été rejoints cet été par Gianluigi Buffon, portier sur-expérimenté au haut niveau, et titulaire ce soir. Pour ce genre de rendez-vous avec un « Gigi » dans les cages, les pou-lains de Thomas Tuchel, diminués par les absences parlantes de Neymar-Cavani et Thomas Meunier, veulent rester sereins.

Même si l'histoire retiendra que la phase de groupe fut dure pour le Paris Saint-Germain... Tombé dans un groupe relevé en compagnie de Naples et de Liverpool, le Psg



a d'ailleurs commencé avec une déconvenue à Anfield. Battu 3-2 dès l'entame de la compétition, Paris a réagi ensuite avec un carton face à l'Etoile Rouge de Belgrade (6-1). Belgrade justement, où les Parisiens ont acquis la qualification en dominant un adversaire invaincu depuis de nombreux mois dans son stade (1-4). A Naples également, l'équipe de Tuchel a assuré le coup (1-1) là où la défaite était inévitable. Malgré la difficulté à valider son billet pour les huitièmes, la formation de la capitale a montré qu'elle avait du répondant et que même malmenée, elle pouvait aller chercher des points.

Manque d'efficacité Mais il demeure un hic dans la composition de Tuchel : Eric-Maxim Choupo-Moting dont l'aventure avec le Psg vient sans doute de connaître un virage important la semaine dernière. Titularisée à deux reprises en l'espace de trois jours, d'abord contre Villefranche (3-0 ap) mercredi

dernier en Coupe de France puis samedi en championnat face à Bordeaux (1-0), la recrue surprise du dernier mercato estival n'est pas parvenue à marquer des points. En cause : un déchet technique assez important, un manque de présence parfois malgré beaucoup d'efforts et surtout un manque d'efficacité, à l'image de ses deux occasions gâchées en fin de partie face à Bordeaux. Sifflé par une partie du Parc des Princes, l'attaquant de 29 ans a même été moqué par les Girondins sur Twitter après son action ratée. « Dans la surface, Choupo-Moting se croit au five en tentant de dribbler la moitié de la planète avant de perdre la balle », a taclé le club aquitain.

Joker Dommage car avec le forfait d'Edinson Cavani, l'ancien joueur de Stoke City avait un coup à jouer pour le 8e de finale aller de la Ligue des champions ce mardi. Sauf que le manque de confiance de Lion indomptable saute aux yeux et

son entraîneur Tuchel, tout en le soutenant, a exclu la possibilité de le titulariser face aux Red Devils. « Il doit travailler, rester confiant et ce n'est pas un jeune joueur, il est expérimenté et il peut nous aider comme remplaçant dans des grands matchs comme contre Liverpool, c'est toujours comme ça, mais de commencer, c'est encore autre chose et il doit s'adapter », a souligné le technicien allemand dans des propos rapportés par Culture Psg. « La confiance pour un attaquant, c'est très facile, il doit marquer. Comme entraîneur, tu ne peux rien faire. Tu peux dire et montrer des vidéos, mais la seule chose qui l'aide, c'est un but. Aujourd'hui, il a eu une ou deux grosses occasions, mais ce n'est pas facile pour lui de marquer un but. » Pour l'heure, le natif d'Hambourg va donc devoir continuer à se contenter de son statut de joker.

C.T.

CLASSEMENT FIFA

Les Lions indomptables continuent la dégringolade

En inactivité depuis de longs mois, le Cameroun a logiquement perdu des places aux bourses des valeurs de la Fédération internationale de football association. Classés 55e le mois dernier, les champions d'Afrique en titre chutent à la 56e rang sur le plan mondial et occupent le 7e rang sur le continent.

Première remarque dans ce premier classement Fifa de l'année 2019 rendu public le 7 février, très peu de changements à signaler dans la hiérarchie si ce n'est la montée des nations asiatiques, portées par la récente Coupe d'Asie des nations, qui font chuter plusieurs sélections africaines. Dans le top 10 mondial comme dans le top 10 africain, c'est simple : aucun changement à signaler avec la Belgique et le Sénégal qui continuent respectivement de mener la danse au sommet. Logique puisqu'aucun match n'a eu lieu impliquant des sélections européennes ou africaines au cours des dernières semaines. C'est le cas des Lions indomptables qui n'ont plus foulé les pelouses depuis novembre 2018. Classés

55e le mois dernier, les champions d'Afrique en titre dont le dernier match remonte au 20 novembre à Londres (battu en amical face au Brésil 0-1), chutent à la 56e rang sur le plan mondial et occupent le 7e rang sur le continent. Une dégringolade qu'on peut aisément comprendre au regard de la longue période d'inactivité.

Il y'a aussi que la sélection nationale fanion ne rassure plus. Six mois après sa désignation comme patron de l'encadrement technique des champions d'Afrique en titre, le bilan de Clarence Seedorf est loin d'être élogieux. A commencer sur le plan statistique, puisqu'il n'a remporté qu'un match sur le fil face à une modeste équipe du Malawi (1-0). Le bilan fait peur : cinq matches, deux défaites, une maigre victoire, deux nuls pour un total de deux buts inscrits contre 4 encaissés. Quelques missions de supervision plus ou moins fructueuses à l'étranger ; une campagne de retour en sélection des bannis d'hier qui connaît plus ou moins de succès ; une rotation du brassard pour à coup sûr, tuer la fameuse tradition de super pouvoirs conférés aux précédents capitaines et un système de jeu largement critiquable.

La surprise Qatarie La bonne nouvelle de ce classement Fifa vient d'un pays qu'on n'attendait pas vraiment. Vainqueur de la Coupe d'Asie des Nations de l'Afc, le Qatar réalise un bond de 38 places pour atteindre le 55e

rang, son meilleur classement depuis 1993. La compétition organisée aux Émirats Arabes Unis est à l'origine de la très grande majorité des mouvements constatés dans cette première édition de 2019, tandis que le peu de matches disputés par des équipes d'autres confédérations a généré un Top 20 inchangé, la Belgique restant toujours leader. Si le Qatar est l'équipe qui a enregistré la plus forte progression, les autres nations asiatiques ne sont pas en reste, à commencer par le finaliste vaincu. Le Japon (27e, plus 23) poursuit sa belle marche en avant et la République de Corée (38e, plus 15), les Émirats Arabes Unis (67e, plus 12) ainsi que la Jordanie (97e, plus 12) affichent tous une progression à deux chiffres.

Moins impressionnantes, les avancées de l'Irak, (80e, plus 8), de l'Iran (22e, plus 7) et de l'Ouzbékistan (89e, plus 6) n'en demeurent pas moins honorables. Conséquence additionnelle de ces mouvements, le nombre de représentants asiatiques dans le Top 50 a été revu à la hausse. L'Afc y place en effet une équipe supplémentaire aux dépens de la Caf – et plus particulièrement de la Rd Congo (51e, moins 2) –, ces deux confédérations comptant désormais le même nombre de représentants au sein des 50 nations les mieux classées.

C.T.

EN BREF

Infrastructures sportives

Mouelle Kombi dans les chantiers de la Can 2021

Malgré le décalage ou le glissement de la Coupe d'Afrique des nations que le Cameroun devait organiser en 2019 pour 2021, les travaux se poursuivent avec sérénité sur l'ensemble du territoire national. Dans la région de l'Ouest, les autorités s'affairent à maintenir la pression sur les entrepreneurs en charge des constructions pour les tenir au fait des différents échéanciers. Pour l'instant, ça semble fonctionner. Jeudi dernier, lors d'une descente annoncée auparavant, le nouveau ministre des Sports et de l'éducation physique, Narcisse Mouelle Kombi, a effectué une visite de travail dans la région de l'Ouest. Question de toucher du doigt et évaluer l'état des infrastructures sportives destinées à la Can 2021 qui se jouera finalement au Cameroun. Après avoir annoncé son satisfecit après avoir vu les installations de Mbouda, Bandjoun, et de Bafoussam, ainsi que les parkings et voies d'accès.

2e journée Ligue 1

Huit matchs joués et une seule victoire

Les rencontres comptant pour la deuxième journée du championnat national de Ligue 1 se sont livrées sur l'ensemble du territoire national. Si du côté des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, la situation sécuritaire ne s'est pas éclaircie, les matchs qui y avaient été programmés se sont déroulés dans un semblant de tranquillité. L'armée a encore dû se déployer pour escorter les équipes et les officiels des rencontres présentées dans ces régions. Malgré le fait que ces équipes aient été le centre d'intérêt, les résultats sur le terrain n'ont pas donné de possibilités de réjouissances aux supporters. Sur l'ensemble des huit matches de la journée, une seule rencontre a vu son vainqueur, et conséquemment son perdant. Il s'agit de Stade Renard de Mélong qui se sauve avec une victoire par la plus petite des marges contre As Fortuna. Les autres, sans exception, se sont terminés sur un score nul. Et parmi cette panoplie de match nul, Yong Sport Academy et Unisport du Haut-Nkam ont créé la différence en affichant un match nul vierge, donc sans but. Tous les autres se sont terminés sur le score de parité de un but partout.

Résultats deuxième journée de Ligue 1 :

New Stars 1 - 1 Union sportive
Apejes 1-1 Tonnerre Kalara Club
Dragon 1-1 Avion
Yong Sport 0-0 Unisport
Pw 1-1 Colombe
Stade Renard 1-1 AS Fortuna
Feutcheu Fc 1-1 Ums
Fovu 1-1 Eding
Coton Sport de Garoua et Astres de Douala exempts